
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CCXXXII.

Du Vendredi 5 Mars 1790.

N. B. Le sieur Cussac, desirant obvier à ce que MM. les souscripteurs n'éprouvent plus à l'avenir d'interruption dans l'envoi du *Point du jour*, croit qu'il leur seroit plus avantageux & moins dispendieux, à cause des ports de lettres, de s'abonner pour plusieurs mois à la fois, ou d'avoir soin de renouveler quinze jours avant l'expiration de leur abonnement, par la voie de MM. les directeurs des postes, à qui ils pourroient en remettre le montant, & en affranchir le port ainsi que celui des lettres.

La collection de ce journal forme actuellement 210 numéros, non compris l'abonnement courant (le huitième;) ces 210 numéros forment 6 volumes, dont le prix est de 27 livres brochés, pris à Paris, & de 33 livres pour la province, franc de port; chaque volume se vend séparément 4 liv. 10 sous pour Paris, & 5 livres 10 sous, franc de port pour la province.

L'abonnement courant est toujours de 6 livres pour Paris, & 7 liv. 10 sous pour la province.

Suite du rapport des événemens arrivés au Cap.

QUATRIÈME délibération prise par l'assemblée provinciale du nord; elle justifie ses opérations sur ce principe, que les représentans d'un peuple ne peuvent être bornés à des fonctions passives; qu'en voyant le mal, ils ont aussi le droit d'y porter remède; de-là naît le pouvoir législatif, & ce

Tome VII.

Y

qui en est la suite , la puissance exécutive ; car à quoi serviroit de faire des loix , si on ne les faisoit pas exécuter ? donc l'assemblée provinciale a la plénitude des pouvoirs dans tout ce qui concerne le régime intérieur ; mais l'exécution de ses décrets ne doit être que provisoire jusqu'au moment où ils auront reçu l'approbation du roi & de l'assemblée , qui ne peut être refusée à des opérations parfaitement justes. Que d'ailleurs elle n'a attaqué les droits de la métropole ni ceux des autres parties de la colonie ; elle s'élève contre l'audace du substitut du procureur du roi , qui a dénoncé l'assemblée provinciale à ce tribunal , contre l'insolence de ce tribunal qui a osé casser les arrêts de l'assemblée provinciale , démarche aussi injurieuse & abusive que le seroit celle d'une cour supérieure de France , citant devant elle l'assemblée nationale ; — expose les conséquences dangereuses d'une telle audace , qui n'a pu avoir motif que le desir de prolonger le règne du despotisme , motif bien digne d'un tribunal aussi illégal que celui qui a été formé par la réunion des deux conseils supérieurs de la colonie , si nuisible de toutes les manières au bien public , qu'assuré qu'il n'y a plus de justice à attendre de ce tribunal. L'assemblée , après deux jours de la délibération , déclaré

Le réquisitoire du procureur général criminel , comme tendant à faire renaître l'aristocratie & le despotisme ; déclare l'arrêt intervenu nul , & défend d'y avoir égard ; déclare les juges qui ont coopéré , fauteurs du despotisme & coupables de lèze-nation , les exile & les voue au mépris. Confirme la détention du sieur Dubois.

Ordonne de conserver l'arrêt du tribunal comme un moment de honte.

Déclare nulle la réunion des deux conseils supérieurs ; ordonne que celui du Cap reprendra ses fonctions le 11 de ce mois.

Déclare incapables de remplir aucune fonction de magistrature, ceux qui avoient consenti à la réunion sur un simple ordre des administrateurs ; arrête de nommer les juges nécessaires pour compléter le tribunal du Cap, & que le roi sera supplié de compléter cette nomination.

*Quatrième lettre du 7 janvier, de M. Bacon, Président,
à M. Peynier.*

» On vous dissimule, Monsieur, le rôle dangereux que l'on vous fait jouer ; plus éclairé, vous l'abandonnerez. On peut chercher à nous compromettre avec l'assemblée nationale ; tel a été toujours la conduite des sieurs Marbois & la Marselle ; nous en fournirons les preuves : en attendant, Monsieur, nous vous déclarons que nos députés n'ont pu concourir qu'aux dispositions de l'assemblée, qui, faites pour le continent, pourroient s'appliquer à nos îles. C'est respecter la loi, que de la saisir. Celui qui prêchoit une doctrine dangereuse, a pu être légalement arrêté ; tel est le cas du sieur Dubois, & vous ne deviez pas nous le faire répéter. Nous savons ce qui s'est passé de plus grave à Saint-Marc ; nous savons qu'au premier instant vous vous êtes borné à nommer des commissaires. Si ces parties sont restées tranquilles, avions-nous besoin de nous exposer à être bouleversés ? Que les administrateurs marchent dans un sentier pur ; qu'ils se soumettent à l'inspection de l'assemblée coloniale. Nous ne vous reconnoissons pour dépositaires du pouvoir exécutif, que lorsque vous aurez prêté & fait prêter le serment civique. L'assemblée coloniale peut se convoquer sans vous, & nous saurons en écarter nos ennemis, les vôtres, & sur-tout la vermine qui nous ronge.

Lettre de M. Vincent à M. de Peynier, du 10 juin, qui annonce que M. de la Chevalerie est nommé commandant de la milice nationale ; *que les gens de couleur ont été assemblés, mais qu'ils ont eu la précaution de nommer*

leurs officiers ; qu'on a voulu les faire juger par un conseil de guerre , & que le tribunal du Cap a repris ses fonctions.

13 janvier. Le conseil supérieur arrête d'inviter M. de Peynier d'assister à la séance de ce jour. M. de Peynier s'y rend , & exprime les sentimens de modération & d'indulgence qu'exigent les circonstances.

12. Délibération des électeurs de l'Orient , pour assurer le salut des propriétés & la conservation de l'ordre. Ils arrêtent de prier MM. les administrateurs de faire souscrire à tout enregistrement de loi nouvelle. M. de Peynier leur répond en protestant de sa modération , en prêchant la soumission à l'assemblée nationale , & en accédant à la demande des électeurs. (Il faut observer que M. de Peynier réside au Port-au-Prince , & y reçoit fréquemment des comptes de ce qui se passe au Cap.) Nouveau compte rendu à M. de Peynier. — Toutes les milices s'assemblent. — M. de la Chevalerie est installé capitaine général. — Le tribunal supérieur reprend ses fonctions. — Comédie , fête , bal & souper gratis. — Visite faite à M. Vincent par toutes les corporations. — Visites rendues par les chefs des troupes militaires à l'assemblée provinciale & aux chefs de toutes les corporations. — Il n'y a plus de moyens pour pourvoir au besoin des troupes.

Compte rendu à M. de Proisy , intendant. — Les membres du nouveau tribunal demandent à être payés par la caisse du roi ; faut-il avoir égard à cette demande ?

Conclusion du rapport.

L'assemblée provinciale & le conseil supérieur ont excédé les pouvoirs. Les circonstances ont pu leur servir d'excuse ; rien n'annonce un projet de séparation de la métropole , & un tel projet ne peut se former au moment où l'assemblée nationale s'occupoit de donner une constitution libre aux colonies ; avant de prendre un parti , il convient d'at-

tendre
nord.

Cette
sur le
qui na
M.

propos
propos
pronon
ne doi
on dev
l'aveni

Un
tous le
d'ajout

« E
depuis
donnar
rentren
rien p

M.
ses mo
que l'

M.
de for
titution
même
mais i
cette
suffir
fussent
énereu

rendre les pièces annoncées par l'assemblée provinciale du nord.

Fin du rapport.

Séance d'hier.

Cette séance a été remplie par de nouvelles discussions sur le droit de triage ; tant il est vrai que les inconvéniens qui naissent d'une loi injuste sont difficiles à détruire.

M. Merlin reprenant la série des questions qu'il avoit proposées à la séance précédente sur le droit de triage, a proposé à l'assemblée de décider si l'abolition de ce droit, prononcé par le décret qui a terminé cette séance, doit ou ne doit pas avoir un effet rétroactif, & si en conséquence on devoit, ou non, ajouter à ce décret ces mots, *pour l'avenir.*

Un député de Franche-Comté, après avoir développé tous les abus qui étoient nés du droit de triage, a proposé d'ajouter à l'article XXI ce qui suit :

« Et en ce qui concerne les triages adjudgés au seigneur depuis 30 ans, en vertu de l'article IV du titre 25 de l'ordonnance de 1669, les communautés d'habitans pourront rentrer dans la propriété desdits triages, sans néanmoins rien prétendre ou répéter au-delà.

M. Goupille s'est élevé contre cette addition, & il a pris ses motifs dans l'injustice que présentait l'effet rétroactif que l'on vouloit donner à la loi.

M. Robespierre a soutenu le contraire avec beaucoup de force. « La justice exige en général ; disoit-il, la restitution de tous les biens dont elles ont été dépouillées ; même en remontant à l'époque de l'ordonnance de 1669, mais il en est une très-grande partie à l'égard desquels cette question est décidée par des raisons particulières. Il suffit d'observer qu'à quelque titre que les communautés fussent propriétaires en 1669, à titre gratuit, ou à titre onéreux, leurs propriétés n'en étoient pas moins invio-

tables ; ainsi lorsque le despotisme aristocratique & ministériel entreprit d'en transférer une partie aux seigneurs, c'est-à-dire à lui-même, il excéda évidemment son pouvoir, & fit, non pas une loi, mais un acte de violence & d'usurpation, qui n'a jamais pu anéantir, ni altérer les droits imprescriptibles des peuples. Il est impossible de voir dans l'exécution de cet ordre arbitraire & injuste, autre chose qu'une spoliation violente, qui ne peut jamais constituer un titre de propriété..... Pourra-t-on m'objecter que cette logique blesse la propriété ? mais que l'on nous dise donc quel est le véritable propriétaire, de celui qui a été dépouillé de son bien par la force, ou de celui entre les mains duquel ont passé ses dépouilles ? Dira-t-on que celui qui a acquis ces biens de bonne-foi, ne doit pas en être évincé ? mais tous ceux qui achètent le bien d'autrui sont-ils dispensés par leur bonne-foi, de le rendre au vrai propriétaire ? Ce qu'un tel événement peut avoir de malheureux pour l'autre, prive-t-il celui-ci de ses droits ? Ce que je viens de dire ne régale que les biens communaux concédés à titre gratuit. Que dira-t-on de ceux qui n'ont été concédés par les seigneurs en aucune manière & qu'ils ont envahi ? Sous quel prétexte se dispensera-t-on de les restituer, lorsque l'ordonnance même, qui étoit le prétexte de ces usurpations les proscriit expressément. Or, il en est une foule de ce genre dans toutes les parties de la France, & sur-tout dans les provinces d'Artois, de Flandres, Hainaut & Cambresis. Quelques-uns proposent de consacrer ces actes d'oppression, sous le prétexte qu'une conduite contraire donneroit un effet rétroactif à votre loi ; mais quel autre effet une loi qui ordonne des restitutions nécessaires peut-elle avoir, que celui de retirer les biens qui en doivent être l'objet des mains de ceux à qui ils n'appartiennent pas pour les rendre au propriétaire. Ce n'est point là un effet rétroac-

tif, c'est l'effet naturel & essentiel de la loi. Si vous vous contentez de dire, le triage est aboli pour l'avenir, vous laissez substituer la spoliation dont les peuples sont la victime; vous dites qu'à l'avenir il ne sera plus permis d'attenter à la propriété du peuple; mais vous dites en même-temps, ces usurpateurs continueront de jouir de la propriété qu'ils s'attribuent, & sous le prétexte chimérique de ne pas donner à la loi un effet rétroactif qui n'existeroit pas; vous prolongez dans l'avenir la privation funeste des droits dont il a été dépouillé, & le plus odieux monument de l'empire féodal.»

M. Robespierre a conclu à la restitution des biens communaux, dont les seigneurs se sont emparés à titre de triage pendant les quarante dernières années.

» La possession est la patronne du genre-humain, disoit M. Lanjuinais; la loi exécutée pendant des siècles, exécutée par une foule d'arrêts, ne peut être violée. Vous feriez trembler tous les propriétaires. Les transactions, même injustes, emportent une présomption de justice; les arrêts sont regardés comme vérités légales; ainsi, vous ne pouvez altérer la loi de 1669, revêtue des caractères qu'elle avoit à cette époque.»

M. l'abbé de Barmond a soutenu les mêmes principes; il a cherché d'abord à justifier l'ordonnance de 1669; il a rappelé ces expressions, *pourvu que les deux tiers restans fussent pour les besoins des habitans*. Il a invoqué ensuite la faveur que méritoient les seigneurs qui avoient fait des concessions gratuites.

« En matière politique, disoit-il, une loi nouvelle ne peut avoir un effet rétroactif; elle ne peut détruire ce qui a été fait sous la sauve-garde d'une autre loi. L'ordonnance de 1669 est un titre sous lequel ils ont pu acquérir; ils ont fait d'ailleurs des preuves & de très-fortes dépenses pour obtenir ce triage. Je conclus à ce que l'addition pro-

posée soit faite, & que l'on déclare éteints tous les procès commencés sur cet objet ».

M. l'abbé Grégoire n'a dit qu'un mot, mais il a prononcé le jugement de l'ordonnance de 1669.

« Cette ordonnance, a-t-il dit, a été enregistrée dans un lit de justice, & du très-exprès commandement du roi ; quand on voit une loi promulguée ainsi sous un roi comme Louis XIV, on sent quel mérite peut le respect d'une assemblée législative.

La discussion a été fermée, & la carrière des amendemens s'est ouverte. M. la Poule a proposé de faire rentrer les communautés d'habitans dans la possession des biens communaux dont ils avoient été dépossédés depuis 40 ans à titre de triage, en vertu de l'ordonnance de 1669.

M. Mongeotte Devigne proposoit d'ajouter à l'article XXI deux autres articles, par lesquels il proposoit la révision des jugemens rendus en matière de triage depuis 20 années, pour savoir si l'article IV a été justement & légalement appliqué, sans qu'il puisse être prononcé aucune restitution de fruits ou revenus, si ce n'est depuis la publication du décret.

M. Grangier a demandé enfin que toutes les instances actuelles pendantes dans les divers tribunaux, à raison du droit de triage, demeurent éteintes ; mais M. Merlin a observé que cet article n'étoit point assez général, & que le comité devoit en proposer un qui s'étendra sur tous les droits abolis : ainsi, l'amendement de M. Grangier a été excepté de la question préalable, qui a rejeté tous les autres.

L'addition proposée par le comité a été mise aux voix & décrétée. On a décidé que la loi ne devoit pas avoir un effet rétroactif, & l'article XXI a été rédigé ainsi :

« Le droit de triage établi par l'article IV du titre 25 de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669, est aboli pour l'avenir ».

M. Merlin reprenant la suite du travail, a proposé de détruire une autre espèce de triage, introduite en Flandres & en Artois par des arrêts du conseil rendus sur des requêtes, qu'il appelloit requêtes seigneuriales. « Cette cause, disoit-il, intéresse plus de 800 mille habitans, & sa décision importe à la tranquillité de deux provinces infiniment intéressantes par leur situation.

M. Merlin a rapporté ensuite les faits qui ont donné lieu aux états de Flandres pour s'affranchir des deux conditions, sans le concours desquelles le triage étoit interdit par la loi. Il a exposé ensuite, que si les communautés de la Flandre & de l'Artois s'étoient pourvus en opposition au conseil, ce tribunal ne se seroit pas borné à révoquer pour l'avenir les arrêts de 1777 & de 1779, dont il se plaignoit; mais qu'il auroit rétabli ces communautés dans les biens qui lui avoient été enlevés par ces arrêts, témoin la manière dont le conseil a prononcé le 6 septembre 1787 sur une opposition semblable. Ces communautés ne pouvoient s'adresser aujourd'hui qu'au corps législatif pour la révocation de deux arrêts rendus en forme de règlement.

» L'assemblée nationale, disoit M. Merlin, fera-t-elle moins juste envers le peuple que ne l'a été le conseil du roi? & tandis que ce tribunal, par un arrêt du 8 septembre 1787, a révoqué avec effet rétroactif les ordres arbitraires qu'il avoit donnés en 1777 & en 1779, l'assemblée nationale refusera-t-elle un effet rétroactif à la révocation de ces mêmes ordres?

» M'opposera-t-on, comme on l'a fait dans le comté féodal, les inconvéniens qu'il y auroit aujourd'hui à évincer les tiers possesseurs qui ont acquis de bonne-foi des seigneurs les portions de biens communaux, injustement accordées à ceux-ci en 1777 & 1779? A cela deux réponses: la première, c'est qu'il n'y a pas quatre seigneurs dans la

Flandre & en Artois, qui ayent aliéné leurs tiers des biens communaux depuis cette époque ; la seconde, c'est que, si le bien vendu par le seigneur ne lui appartenoit pas, on doit suivre le droit commun, c'est-à-dire, que le bien peut être revendiqué par le propriétaire légitime, tant que la prescription n'a pas couru à son désavantage ».

M. Merlin a proposé à la suite de cette discussion un article conforme à ces principes.

M. de Lannoi a soutenu que la loi que l'on attaquoit n'avoit pas été exécutée dans la Flandre Walonne, dont les habitans n'avoient qu'à s'applaudir des effets du triage, puisqu'on ne l'a accordé qu'à ceux qui prouvoient qu'ils en avoient eu la propriété. Il a prétendu ensuite que c'étoit la violer que de dépouiller les triagers : « Pour faire respecter les loix modernes, ajoutoit-il, il faut respecter ce qui a été fait d'après les loix anciennes.

» Il faut du moins, disoit M. de Croy, rembourser aux seigneurs les frais qu'ils ont fait pour défricher les terres, ou pour dessécher les marais. La justice naturelle exige qu'on leur restitue les dépenses qui ont augmenté la valeur des fonds ».

M. Robespierre a attaqué cet amendement comme impossible à exécuter, comme étant une source de procès pour des indemnités arbitraires, & comme détruisant la restitution légitime en faveur des communautés.

M. Emeri a demandé que l'article proposé s'appliquât à un édit rendu en cette matière pour le pays messin. Plusieurs députés ont demandé, entr'autres MM. Sollier & la Poule, que la disposition du décret fût étendue à toutes les provinces du royaume qui sont dans le cas de l'Artois. Les députés du Bigorre réclamoient que les communautés propriétaires de leurs communaux, & qui en ont été dépossédées, en vertu d'arrêts du conseil rendus sur simple requête, fussent rétablis dans leurs propriétés.

M. Redon a cherché à établir que tout ce que l'on proposoit donnoit à la loi un effet rétroactif, souverainement injuste ; mais il a été fortement réfuté par M. Goupille de Préfeld.

M. de Rochebrune a demandé l'ajournement de cette question ; mais il a été refusé. Alors, M. Target, après avoir établi qu'il n'y avoit aucune contradiction entre l'article XXI & l'article proposé, a lu une rédaction qui a été très-applaudie. On a discuté seulement sur le terme que l'on accorderoit à ces réclamations, & sur l'époque à laquelle on remonteroit ; les uns vouloient que ce fût à quarante ans, & les autres à trente. Ce dernier avis a prévalu.

Quant au délai dans lequel les communautés devoient réclamer, MM. Target, Emeri & Mougins le fixoient à trente ans, comme les actions ordinaires. M. Destourmel proposoit deux ans, M. de Croy dix, MM. Loys & Montlausier cinq, & cette dernière opinion a été adoptée.

Voici le décret rendu sur la rédaction de MM. Target & Merlin.

« Tous édits, déclarations, arrêts du conseil & lettres-patentes rendus depuis trente ans, tant à l'égard de la Flandre & de l'Artois, qu'à l'égard de toutes les autres provinces du royaume, qui ont autorisé le triage hors des cas permis par l'ordonnance de 1669, demeureront à cet égard comme non venus, & tous les jugemens rendus & actes faits en conséquence sont révoqués. »

» Et pour rentrer en possession des portions de leurs biens communaux, dont elles ont été privées par l'effet desdits arrêts & lettres-patentes, les communautés seront tenues de se pourvoir dans cinq ans pardevant les tribunaux, sans pouvoir prétendre aucune restitution des fruits perçus, sauf à les faire entrer en compensation dans le cas où il y auroit lieu à des indemnités pour cause d'impenses. »

On a proclamé ensuite le résultat des scrutins pour le comité des colonies, dont voici les membres :

Beguoin, de Champagni, Thourer, Gérard de Saint-Domingue, Chapelier, Garefche, Pellerin de la Buxière, le Comte de Regnaud, Alquier, Payen de Boisneuf, Alex. Lameth, Barnave.

Après que cette liste a été lue, M. Cocherel est monté à la tribune, pour dire que le vœu des colonies étoit que MM. Gérard & Renaut ne fussent pas admis dans le comité. M. le président lui a répondu que cette motion avoit été déjà jugée à la séance de mardi, & que si les membres du comité qui avoient été nommés ne vouloient point accepter, ils seroient remplacés par des suppléans. Alors M. Gérard a dit : » Le vœu des colonies ne fait pas uniquement mon devoir : je crois devoir faire ce que l'assemblée nationale desire «.

M. Gérard a été très-applaudi.

M. l'Abbé Goutes a fait ensuite un rapport sur un objet particulier des finances, dont nous rendrons compte.

N. B. Page 266 du précédent numéro, on a omis le changement que l'assemblée a fait au décret du droit d'ainesse consigné page 212. Ce changement consiste à dire : *sans égard à l'ancienne qualité des biens & des personnes.*

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, No. 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.